

HIGH TECH –



NO RIGHTS?

Premier bilan de la campagne « High Tech – No Rights? »

Six mois après le lancement de la campagne «High Tech – No Rights?», quel premier bilan tirer? Le public et les consommateurs/trices ont-ils répondu à l'appel des œuvres d'entraide? Et quelles ont été les réactions des firmes face aux enquêtes de terrain?

La propreté du secteur *high tech* remise en question

Au niveau de l'écho public, la campagne a rencontré un large succès. En effet, rarement campagne n'aura bénéficié d'une aussi grande couverture médiatique: radio, télévision, presse, hebdomadaires, news sur Internet – tous les principaux médias ont relayé les résultats des enquêtes menées dans les usines des fournisseurs de Hewlett Packard, Dell, Acer, Apple et Fujitsu Siemens! Réjouissantes également ont été les réactions du public: les consommateurs/trices ont assisté en grand nombre aux débats publics organisés par les œuvres d'entraide, ils ont adressé plusieurs milliers de cartes aux entreprises d'ordinateurs et nous ont envoyé des dizaines de courriers personnels: «J'aimerais savoir ce que fait Migros, afin de mettre son influence au service d'une amélioration des conditions de travail dans le secteur des ordinateurs», a écrit une consommatrice qui a contacté le géant orange. «On m'a demandé de traduire votre site pour des managers, aux Etats-Unis. Alors bravo pour votre travail qui a fait des vagues jusqu'ici», nous écrit des Etats-Unis une personne qui travaille pour Seagate, l'un des plus grands fournisseurs d'ordinateurs au monde.

La campagne «High Tech - No Rights?» a également suscité un écho inattendu dans le monde politique. Dans le canton de Vaud, le conseiller d'Etat en charge du département de l'infrastructure a annoncé qu'il souhaitait intégrer les critères sociaux lors de futurs achats publics d'ordinateurs. Dans le canton de Zürich, et dans divers conseils communaux, des acteurs politiques se sont montrés intéressés par une démarche similaire.

Mais cette prise de conscience ne doit pas se limiter au niveau cantonal: les administrations fédérales doivent également inclure le respect des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) dans leurs offres publiques d'achat. En effet, chaque année, des milliers d'ordinateurs sont achetés pour les administrations ou les hautes écoles, le plus souvent sans considération pour leurs conditions sociales de production. En intégrant des critères sociaux et environnementaux dans les prochaines mises au concours publiques, les administrations fédérales peuvent contribuer au changement, en créant une concurrence positive entre les firmes. Un premier pas dans cette direction a été fait mi-juin,

par le biais d'une motion déposée au Parlement par la conseillère nationale Vreni Müller-Hemmi. Le texte, co-signé par 25 parlementaires, demande au Conseil Fédéral d'adopter des normes pour que tous les fournisseurs de biens et de services informatiques de la confédération soient tenus de respecter des normes sociales et écologiques minimum¹. Ces normes doivent au minimum correspondre à celles de l'*Electronic Industry Code of Conduct* (EICC).

Des réponses variables de la part des firmes

L'écho rencontré dans le public et les médias par la campagne «High Tech – No Rights?» exigeait une réponse des firmes. Ces réponses ont pris diverses formes: lettres aux consommateurs/trices, opinions dans la presse ou prise de contact directe avec les œuvres d'entraide. La qualité de ces réactions est cependant variable et une lecture critique est nécessaire pour différencier ce qui relève des «relations publiques» et ce qui relève d'un réel engagement au dialogue.

La mise en perspective des réponses des firmes – qui peut être consultée sous la rubrique «votre marque d'ordinateur» du site www.fair-computer.ch – invite à la prudence. Et prouve que seules une surveillance régulière et une pression sur le long terme permettront de contribuer à un réel changement. C'est pourquoi *Pain pour le prochain* et *l'Action de Carême* vous invitent à vous tenir informés et à participer aux actions de suivi de la campagne, en souscrivant à la newsletter «High Tech – No Rights?» ou en consultant régulièrement le site www.fair-computer.ch.

Les réponses des marques d'ordinateurs: une analyse critique

Pour vous aider à lire la réalité derrière les mots, *Pain pour le prochain* et *l'Action de Carême* ont effectué une analyse critique des réponses et réactions de chaque marque d'ordinateur (Hewlett Packard, Dell, Acer, Apple, Fujitsu-Siemens). Vous vous apprêtez à acheter un nouveau Mac ou PC? Alors prenez connaissance du discours et des politiques sociales de votre marque favorite!

Acer

ACER, le mauvais élève, commence à réagir. Numéro 3 en Suisse (10,7% du marché), la firme taïwanaise n'a jusqu'à ce jour pratiqué aucune politique de responsabilité sociale à l'égard de ses fournisseurs. Cela, alors que les conditions de travail chez ses fournisseurs chinois se sont révélées insatisfaisantes dans la plupart des domaines, en matière d'horaires de travail, de salaires et de conditions sociales. La situation pourrait cependant évoluer. En effet, suite au lancement de la campagne « High Tech – No Rights ? », la question de la responsabilité sociale de la firme a été thématiquée au sein du comité directeur international d'ACER. Résultat : d'ici à janvier 2008, la marque devrait adopter un code de conduite et prendre des mesures de mise en œuvre sur toute la chaîne de production.

Vous trouverez [ici](#) l'ensemble de l'analyse sur la réaction et les politiques de l'entreprise.

¹Voir «Marchés publics dans le secteur informatique. Normes sociales et écologiques», Motion 07.3540 déposée le 22 juin 2007, sous www.parlement.ch

Apple

Apple pratique une politique essentiellement réactive. La marque s'est certes dotée d'un code de conduite mais les informations sur la manière dont il est mis en oeuvre demeurent lacunaires. Pour la firme à la pomme, beaucoup reste à faire, notamment en matière de transparence : Apple est la seule entreprise à ne pas avoir pris officiellement position sur la campagne „High Tech – No Rights?“ et à ne pas avoir réagi aux cartes postales des consommateurs/trices.

Vous trouverez [ici](#) l'ensemble de l'analyse sur la réaction et les politiques de l'entreprise.

Dell

Dell fait partie avec Hewlett Packard des firmes qui agissent d'une façon pro-active. Il y a trois ans, la firme a adhéré au code de conduite de la branche électronique EICC (*Electronic Industry Code of Conduct*), qui doit également être respecté par ses fournisseurs. Le code comporte cependant certaines lacunes, particulièrement sur les questions de la liberté d'association et du droit de négociation collective.

Dell a répondu de façon ambiguë à la campagne « High Tech – No Rights ? » : la firme a entamé un dialogue régulier avec *Pain pour le prochain*, *l'Action de Carême* et nos partenaires chinois, mais elle refuse d'entamer une collaboration concrète sur le terrain.

Vous trouverez [ici](#) l'ensemble de l'analyse sur la réaction et les politiques de l'entreprise.

Fujitsu Siemens

Fujitsu Siemens fait partie des firmes qui se contentent de réagir. Bien que la marque ait adopté un code de conduite, les informations sur son contenu et les mesures de mise en oeuvre manquent, voire sont inexistantes. Fujitsu Siemens a réagi à la campagne « High Tech – No Rights? » en niant les faits. La firme sino-allemande affirme que « *Certaines usines sont très responsables lorsqu'il s'agit de mettre en oeuvre les normes de responsabilité sociale ; c'est avec elles que nous avons choisi de travailler.* » Cette affirmation est néanmoins contredite par les résultats de l'étude de terrain, réalisée par l'institut de recherche hollandais SOMO pour *Pain pour le Prochain* et *l'Action de Carême*.

Vous trouverez [ici](#) notre prise de position complète sur la réaction de l'entreprise.

Hewlett Packard

Hewlett-Packard montre de la bonne volonté et a déjà procédé à des améliorations. La firme américaine est actuellement la marque d'ordinateurs la plus novatrice en matière de responsabilité sociale des entreprises. Néanmoins, son code de conduite présente encore certaines lacunes. En outre, *l'Action de Carême* et *Pain pour le prochain* estiment que les procédures au sein de Hewlett Packard manquent d'ouverture et de transparence. Il n'y a pas de véritable participation des syndicats et des organisations non gouvernementales (ONG) dans l'élaboration et la mise en oeuvre du code de conduite.

Vous trouverez [ici](#) l'ensemble de l'analyse sur la réaction et les politiques de l'entreprise.

Témoignage: dans une zone industrielle chinoise

Shenzhen se trouve dans la province de Guangdong, au sud de la Chine, tout près de Hongkong. La ville est une zone économique spéciale, qui abrite des milliers de lieux de production du secteur de l'électronique et des télécommunications. La ville présente plusieurs visages, comme le relate Miges Baumann, responsable du département Politique de développement à *Pain pour le Prochain*, qui s'est rendu sur place en avril dernier.

Les visages de Shenzhen

Le voyage pour Shenzhen commence par un trajet en train depuis Hongkong en empruntant la ligne qui traverse les Nouveaux Territoires et franchit une frontière particulièrement gardée. La crainte de voir un grand nombre de travailleurs/euses chinois/es fuir vers Hong Kong est la raison souvent invoquée pour justifier ces contrôles frontaliers.

En Chine, le groupe loue un minibus qui va les conduire sur les routes de la région.



Immeuble d'habitation à Shenzhen

Shenzhen est au centre d'une région qui présente plusieurs visages, où se mêlent luxe et pauvreté, progrès et régression. Au cœur de la région, Shenzhen City s'apparente davantage à une ville occidentale moderne qu'à une cité chinoise traditionnelle. Un immense supermarché proposant des produits du monde entier à des prix déifiant toute concurrence attire la clientèle de Hong Kong, qui vient pour la journée, empruntant le train reliant les deux villes toutes les trois minutes.

C'est en abordant la périphérie de Shenzhen que la physionomie de la ville change progressivement. Les bâtiments d'usines et les rangées d'immeubles de travailleurs/euses se succèdent à l'infini. Sans cesse, de nouveaux espaces sont conquis pour de nouvelles usines, de nouvelles routes, de nouveaux blocs. Dans le deuxième cercle de Shenzhen, le district de Baoan Distrikt, les ouvrières très jeunes frappent par leur apparence pauvre. Un collaborateur de SACOM explique que dans ce district se sont installés des sous-traitants électroniques, c'est-à-dire des fournisseurs des 3^e et 4^e niveaux de la chaîne de production. Il y a donc peu d'emplois qualifiés et les conditions de travail sont donc moins bonnes qu'ailleurs. Entre les usines et les blocs, quelques espaces libres sont cultivés. Les ordures qui s'amoncellent sont recyclées par des PME spécialisées. Le quartier s'apparente davantage à un bidonville qu'à une cité ouvrière.



Espace de loisir pour les ouvriers/ères



Dortoirs d'ouvriers/ères

En poursuivant la route entre les fabriques et les blocs, le groupe arrive au quartier de Shijie. Une entreprise du nom de Delta, fournisseur direct de différentes marques occidentales d'ordinateurs, a déployé ses installations sur une surface immense. Le quartier est doté de plusieurs espaces verts, de tables de billard, de stands de tirs au ballon et d'autres distractions pour les employés. Dans ce quartier, on ne rencontre que

peu de personnes originaires de la région. En comparaison avec les quartiers du deuxième cercle, les travailleuses et travailleurs ont ici un meilleur niveau de formation et sont mieux vêtus. Mais ici aussi, les employées doivent cohabiter sur un espace très réduit : des dortoirs de 14m² pour 12 à 16 ouvrières.

A Shenzhen on ne voit ni enfants ni personnes âgées dans les rues. On ne rencontre que des jeunes adultes, âgés de 18 à 28 ans, qui devront d'ailleurs retourner dans leurs villages : le gouvernement n'accorde aucun permis d'établissement de longue durée aux travailleurs/euses migrant-e-s.

Actualités

Mise en ligne du nouveau site Internet de la campagne: www.fair-computer.ch

La campagne «High Tech – No Rights ?» dispose désormais de son propre site Internet www.fair-computer.ch. Edité en trois langues (allemand, français et italien), il offre à toutes les personnes engagées dans la campagne, mais aussi aux médias et aux entreprises d'ordinateurs, des informations utiles et des nouvelles d'actualité. Ce site donne également à tout un chacun la possibilité de soutenir activement la campagne par exemple en:

- envoyant une lettre (modèle pré-rédigé) aux responsables d'Acer
- interrogeant votre fournisseur, lors de votre prochain achat d'ordinateur, sur la responsabilité sociale des marques qu'il propose, grâce au questionnaire préparé par *Pain pour le prochain* et l'*Action de Carême*.

Devenez consom'acteur, consom'actrice: votre engagement peut faire la différence!

La campagne High Tech fait réagir la politique fédérale !

Soutenue par 25 cosignataires, la conseillère nationale Vreni Müller-Hemmi (SP, ZH) a déposé le 22 juillet 2007 une motion exigeant du Conseil fédéral le respect de critères sociaux et écologiques lors des achats de la Confédération dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC). Ces standards doivent être garantis par toutes les entreprises impliquées dans la chaîne de production du matériel, et correspondre au minimum aux normes adoptées par l'Electronic Industry Code of Conduct (EICC). Il incombe à des entreprises d'audit accréditées d'en vérifier ensuite l'application rigoureuse.

Dans sa justification, le texte de la motion mentionne de façon explicite la campagne œcuménique de *Pain pour le prochain* (PPP) et l'*Action de Carême* (AdC), dans le cadre de laquelle des milliers de consommateurs/trices ont interpellé la responsabilité sociale et environnementale des principaux fabricants d'ordinateurs. Ces grandes marques (Dell, Hewlett Packard, Apple et consorts) sont sommées de garantir des conditions de travail dignes sur l'ensemble de la chaîne de production, en conformité avec les droits minimaux énoncés notamment par les Conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT). En tant qu'acheteur d'envergure de produits des TIC, la Confédération a la responsabilité de veiller à ce que ses fournisseurs et prestataires de services respectent ces standards, et que leur mise en œuvre soit vérifiée par des organisations extérieures et indépendantes.

Lire le communiqué complet [ici!](#)

Informations supplémentaires

Début juin, l'émission de la Télévision Suisse Romande «Nouvo» a réalisé un reportage sur les conditions de travail dans les usines thaïlandaises d'ordinateurs. Un reportage inédit - «Des esclaves dans votre PC» - qui confronte les points de vue des ouvrières, de représentants des marques et d'une représentante de *Pain pour le prochain/Action de Carême*.

Sur le site de la campagne www.fair-computer.ch, vous trouverez également une revue de presse de la campagne, ainsi que divers liens intéressants.